

*Revenus pétroliers*

Sincèrement, je suis persuadé qu'aucun projet de loi sur la concurrence ne sera présenté au cours de la présente législature. Je suis sûr que la présente session prendra fin avant que soit adoptée une mesure visant à alléger le fardeau des consommateurs ou à remplacer avantageusement une politique énergétique nationale qui a échoué.

Notre parti a sommé le gouvernement et le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Chrétien) de prendre un certain nombre de mesures en matière d'énergie. D'abord, le ministre devrait accorder moins d'attention à ses propres aspirations politiques et consacrer plus de temps à son ministère. Nous voudrions en outre qu'il prenne l'initiative de repenser la politique énergétique nationale. Nous voudrions certes qu'il remanie le Programme d'encouragement du secteur pétrolier. On trouve au Canada de nombreux cas où l'argent investi est englouti dans l'océan ou sert à forer des puits secs. Il vaudrait mieux employer cet argent à assurer immédiatement la sécurité énergétique du Canada, à réduire le coût de l'énergie pour les Canadiens et à mettre de nombreuses autres formes d'énergie à la portée de la population.

Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources pourrait autoriser que l'on mène immédiatement une enquête sur le cycle du combustible nucléaire. On pourrait ainsi se pencher sur les problèmes qui ont découlé du dilemme de Key Lake. On pourrait en outre examiner les questions qui ont été soulevées maintes et maintes fois à la Chambre et à l'Assemblée législative de l'Ontario au sujet de l'échec apparent du programme nucléaire au Canada et dans le monde entier. Il semble que les Canadiens ont payé fort cher cette initiative énergétique.

Le gouvernement propose d'accorder des réductions d'impôt aux sociétés pétrolières, alors que les recettes fiscales ainsi perdues pourraient sans doute servir à financer une enquête sur le cycle du combustible nucléaire. L'autre jour, l'opposition officielle reprochait au gouvernement de donner à la Corée du Sud toute notre technologie nucléaire, ce qui lui permettrait de rivaliser avec le Canada à l'échelle mondiale. Il est tout à fait insensé que les contribuables canadiens paient pour mettre au point une technologie, qu'elle soit utile ou nocive, et que le gouvernement vende ensuite cette technologie à un pays comme la Corée du Sud, qui s'en servira sans aucun doute pour faire concurrence au Canada et vendre les mêmes produits à d'autres pays. C'est insensé.

Le fait est que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources pourrait faire en sorte que les recettes fiscales qu'il compte remettre aux sociétés pétrolières soient dépensées plutôt pour effectuer une enquête sur le cycle du combustible nucléaire. Cela se justifierait puisque la question de savoir si l'industrie nucléaire est avantageuse pour les Canadiens est loin d'être réglée, surtout en ce qui a trait à l'élimination à long terme des déchets. Il est possible que ces déchets continuent à représenter un énorme problème pour les générations futures pendant des milliers d'années. On a dit, peut-être pour plaisanter, que l'on pourrait mettre sur pied une importante industrie au Canada simplement en fermant les stations nucléaires et en les conditionnant en vue de les conserver.

Je défie tout ministériel de me dire quels torts cela pourrait causer de recueillir des renseignements et des opinions au sujet du cycle du combustible nucléaire en tenant une enquête. Je reconnais que lorsque l'opposition officielle était au pouvoir en 1979, elle avait au moins songé à demander une enquête sur

l'industrie nucléaire du Canada. Il n'y a cependant eu aucun engagement de politique de pris à ce sujet de la part du nouveau chef du parti conservateur, qui essaie d'accéder au pouvoir sans proposer la moindre politique. Je suis certain que l'ensemble du pays accueillerait volontiers une déclaration à ce sujet. Cela inciterait peut-être même le gouvernement fatigué d'en face, qui semble n'avoir plus d'idées du tout, à entreprendre cette enquête dès maintenant. L'opposition officielle ferait ainsi quelque chose de constructif pour une fois.

**M. Shields:** Le parti libéral de l'Ouest.

**M. Fisher:** Quelle voix suave!

**M. Regan:** Ne dites pas de telles choses.

**M. Skelly:** On ne peut même pas le leur proposer.

De toute façon, je continuerai à parler des autres formes d'énergie possibles et de la conservation. Il s'est passé quelque chose d'étonnant à la Chambre il y a environ un mois au cours d'une discussion au sujet du Programme d'encouragement du secteur pétrolier à laquelle le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources avait participé. On a demandé au ministre pourquoi son ministère retirait 50 millions de dollars dans le Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes pour les verser au Programme d'encouragement du secteur pétrolier. Le ministre a répondu qu'il serait d'accord pour se pencher sur cette question alors que ce virement de fonds figurait déjà dans les prévisions budgétaires que nous devons examiner le soir même. Le ministre n'était même pas suffisamment informé des projets que son ministère demandait au Parlement d'approuver pour répondre aux questions à la Chambre.

Ces 50 millions de dollars retirés du Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes aurait permis d'améliorer l'isolation de milliers de maisons du Canada. En outre, si le gouvernement s'efforçait vraiment d'appliquer ce programme, les Canadiens pourraient économiser énormément d'énergie. Néanmoins, son ministère—je ne crois pas que le ministre ait été au courant—voulait consacrer 50 millions de dollars à un puits improductif. De fait, cette somme aurait probablement dépassé 50 millions de dollars. Comment peut-on expliquer une proposition de ce genre? Tandis qu'on aurait pu continuer à réduire la consommation d'énergie grâce au programme d'isolation thermique des maisons, le ministre était tout à fait disposé à puiser 50 millions de dollars dans les crédits d'un programme utile pour les risquer dans des travaux de prospection sous-marins ou pour les consacrer au forage d'un seul trou sec dans l'espoir de produire quelque chose de positif pour les Canadiens dans le domaine de la sécurité énergétique. Un raisonnement de ce genre est absolument aberrant. C'est un choix à courte vue qui ne tient compte que de l'immédiat et causera une multitude de problèmes au Canada.

Nous sommes aussi vivement déçus que le gouvernement ait négligé les énergies douces. Les Canadiens s'intéressent vivement aux recherches effectuées pour trouver d'autres façons d'utiliser l'énergie. Il y a quelques mois, une grande controverse a été déclenchée quand le gouvernement a tenté de décider quels crédits il affecterait à la mise en valeur des énergies douces, notamment l'énergie solaire. Le gouvernement a répondu: «Nous n'avons pas suffisamment d'argent à consacrer